

MEMORANDUM DES ORGANISATIONS CONGOLAISES DE LA SOCIETE CIVILE OEUVRANT DANS LE SECTEUR DES RESSOURCES NATURELLES RELATIF AU PROCESSUS DE LA REVISION DU CODE MINIER

A L'ATTENTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

=====

Confusion et contradictions autour du processus de révision du Code minier

1. Introduction

En date du 4 février 2016, le Comité de Coordination des travaux de la société civile sur le processus de la révision du Code minier vous a adressé une lettre officielle dans laquelle il vous demandait respectivement de rouvrir la tripartite pour permettre aux trois parties prenantes (Gouvernement, Compagnies minières et Société civile) de clôturer officiellement les travaux de révision du code minier ainsi que la retransmission au parlement du projet de loi portant modification du code minier de 2002. Cette lettre est restée sans réponse jusqu'à ce jour.

Les Organisations de la société civile œuvrant dans le secteur des ressources naturelles en RDC prennent de nouveau l'initiative de vous adresser le présent mémorandum, afin d'inviter le Gouvernement à fixer l'opinion sur le processus de la révision du code minier. Elles s'inquiètent au sujet des déclarations contradictoires des membres du gouvernement. Outre qu'elles contribuent à semer la confusion sur les intentions réelles du Gouvernement, nous craignons que ces déclarations ne cachent en réalité une option politique déjà levée d'abandonner le processus de la révision du Code minier sous la pression des entreprises minières. Une telle option serait regrettable et rendrait nul le laborieux consensus national obtenu au cours de trois ans d'élaboration transparente et participative du projet du nouveau Code minier.

2. Constat et rappel des faits

En effet, Excellence Monsieur le Premier Ministre, vous êtes sans ignorer que le processus de révision du Code minier résulte de la volonté politique du Chef de l'Etat à travers l'annonce faite en décembre 2011 dans son discours d'investiture. Cette volonté politique a été suivie par plusieurs activités organisées tant par le gouvernement, les entreprises minières que par les organisations de la société civile œuvrant dans le secteur des ressources naturelles pour la réussite de ce processus. La Banque mondiale s'était aussi investie par le financement du processus à travers PROMINES.

Les organisations de la société civile s'interrogent sur la confusion résultant des déclarations contradictoires faites respectivement par :

- le Ministre des Mines, le 10 février 2016 à Indaba (RSA) annonçait l'abandon du processus de révision du Code minier par le Gouvernement congolais, suivi de la rectification par lui-même et par son Directeur de cabinet.
- le Ministre de l'Economie, à la sortie de la Troïka stratégique du 15 février 2016, prenait acte des premiers propos de son collègue des Mines, confirmant ainsi l'abandon du processus de la révision du code minier.

Cette ambiguïté réjouit certains opérateurs miniers opposés à toute révision du code minier.

La confusion actuelle a été précédée par le retrait par le Gouvernement du projet de loi portant modification du code minier au cours de la session parlementaire de mars 2015, lequel n'a été suivi d'aucune séance de concertation entre parties prenantes.

Excellence, Monsieur le Premier Ministre,

Les raisons avancées pour justifier l'abandon du processus sont notamment liées à la fluctuation des cours des métaux au niveau international, ce que la société civile juge sans fondement.

Les organisations signataire sont examiné le contexte actuel du processus, les raisons du lancement de ce processus par le Gouvernement en 2012, les acquis des travaux tripartites ainsi que le contexte international actuel de la chute des cours des métaux.

Il est bien entendu que le secteur minier est l'un des grands piliers de l'économie nationale, mais ce secteur profite encore moins au pays et au peuple congolais. Le code minier de 2002 a été élaboré sous l'impulsion de la Banque Mondiale avec très peu de participation de l'expertise nationale. La société civile note avec inquiétude le silence total de cette institution dans les contradictions actuelles au sein du gouvernement.

3. Points de vue de la société civile

SUR LE PLAN ECONOMIQUE

1°) De la baisse des cours des métaux sur le marché international :

La baisse des cours des métaux est un événement passager et aléatoire qui ne devrait pas justifier l'arrêt de la réforme entreprise. En effet, le cours moyen du cuivre était d'environ 1588,6\$US la tonne en 2002. Entre 2002 et 2012, le prix a connu une hausse spectaculaire jusqu'à plus de 8000\$ US la tonne de cuivre. Depuis lors, il n'a jamais baissé en deçà de 3000\$ US. Le

régime fiscal n'a donc subi aucune modification jusqu'en 2012 pour refléter la fluctuation positive des cours des métaux. C'est la période au cours de laquelle la plupart des contrats miniers ont été signés. La situation n'est pas différente pour le secteur aurifère. Le constat fait, même par le FMI, est que le Code minier actuel n'a pas permis au pays de profiter de son secteur minier, mais ce sont plutôt les investisseurs qui ont obtenu des gains considérables.

La modification de la loi minière ne doit donc pas être dépendante des fluctuations des cours des métaux, sinon, cette loi sera modifiée à chaque changement de cours de métaux ; ce qui n'est pas faisable et créerait une insécurité juridique tant pour l'Etat congolais lui-même que pour les investisseurs.

2°) Des coûts opérationnels : taxes illégales, corruption et insuffisance d'approvisionnement en énergie électrique

Les entreprises incorporent dans le coût opérationnel des projets miniers différents charges déductibles au paiement de la redevance minière qui affectent sensiblement l'importance de cette dernière. Toutes les charges légales ou non sont intégrées dans les modèles économiques des entreprises minières et ces dernières présentent ainsi un coût d'exploitation très élevé, argument soutenu pour faire échec à la réforme du code minier.

L'argument du déficit énergétique évoqué aussi par les entreprises minières n'est pas pertinent du fait qu'avec la libéralisation du secteur énergétique, chaque entreprise peut envisager de produire sa propre électricité pour son industrie.

La société civile estime que les mesures urgentes prises le 26 janvier 2016 lors de la 8^e réunion extraordinaire du Conseil des Ministres pallient aux insuffisances administratives dans la gestion du secteur, mais n'enlèvent en rien l'opportunité de la démarche législative. De plus, elles ne touchent pas à la pertinence des convergences obtenues lors des rencontres tripartites sur la révision du Code minier et ne doivent pas être remises en cause.

3°) De La question de dualité du régime minier

La dualité du régime minier (convention et régime du code minier) crée une certaine injustice économique notamment dans le secteur aurifère. Il n'est pas acceptable que dans les mêmes conditions, certaines entreprises réalisent leurs projets en bénéficiant d'exonérations excessives sans dividendes pour les populations et pour le pays, pendant que d'autres sont assujetties au paiement des taxes et impôts. Une telle question ne peut être résolue que par la loi. Faut-il attendre l'épuisement des ressources pour se réveiller et réparer cette injustice ? C'est aussi l'une des motivations de la réforme en cours.

4°) De l'impact des modifications du code minier de 2002 – Clause de stabilité

En vertu de la clause de stabilité telle que stipulée dans le code minier en vigueur comme dans le projet de loi portant code minier révisé, toutes les modifications apportées au code minier de 2002 n'entreront en vigueur que 10 ans après la promulgation du code révisé, à l'exception de celles relatives à la redevance minière dont l'application est immédiate, suivant le consensus issu des travaux tripartites. Il en résulte qu'il n'est donc pas logiquement soutenable de renvoyer la révision du code minier pour des raisons de conjoncture.

La société civile croit ainsi avec certitude que les raisons d'ordre économique qui soutiendraient l'abandon du processus de révision du Code minier ne trouvent pas à ce jour des justifications convaincantes.

SUR LE PLAN POLITIQUE :

L'argument d'**éviter d'avoir plusieurs fronts** est aussi l'une des motivations qui justifient l'abandon du processus de révision du Code minier.

Il est vrai que le pays fait face aux échéances électorales et que plusieurs contraintes légales, financières et sécuritaires sont au-devant des préoccupations.

Cependant, à quoi servirait d'opérer uniquement des réformes sur le plan politique sans les accompagner d'une garantie économique durable ? Réviser la loi minière n'est que la prérogative ordinaire du Parlement. Ne pas le faire maintenant, c'est allonger la durée du saignement des ressources devant soutenir notre jeune démocratie. C'est aussi accélérer l'épuisement des réserves des ressources non renouvelables auxquelles les générations futures ont droit sans compensation.

CONCLUSION

Au vu de tout ce qui vient d'être relevé et considérant la volonté exprimée par le Président de la République dans son discours d'investiture du 20 décembre 2011, en tenant compte aussi du fait que la révision du Code minier a été l'une des recommandations majeures des Conférences minières de Lubumbashi, en janvier 2013, et de Goma, en mars 2014, les Organisations de la société civile œuvrant dans le secteur des ressources naturelles invitent instamment Monsieur le Premier Ministre :

1. à relancer le processus de la révision du code minier par le renvoi du projet de loi portant modification du Code minier au Parlement pour son examen et adoption au cours de la session parlementaire de mars 2016 ;
2. à mettre fin à la confusion, aux contradictions et aux tergiversations qui règnent au sein de l'équipe gouvernementale sur le processus de la révision du Code minier ;

3. à ne pas céder aux pressions des entreprises minières tendant à faire échec à la réforme du Code minier en sachant que celles-ci profitent énormément du secteur minier congolais plus que l'Etat et la population congolaise.

Pour tout contact :

Me Georges BOKONDU, Chef de Bureau SARW-RDC, 3, avenue Révolution, quartier SOCIMAT, Kinshasa/Gombe, Tél. 0817070127

Mr Henri MUHIYA, Secrétaire Exécutif de la CERN/CENCO, 59, Avenue Monts Virunga, Kinshasa-Gombe, Tél : 0810526141

Fait à Kinshasa, le 09 mars 2016.

Pour les Organisations signataires :

N°	Organisation	Représentant	Contact
01	African Resource Watch (AFREWATCH)	Emmanuel Umpula	emmanuelumpula@googlemail.com
02	Action Pour la Promotion et la Protection des Droits de personnes défavorisées. (APRODEPED)	Shamavu Emmanuel	emmanuelsham@yahoo.fr
03	Bureau d'Etude Technique et Scientifique (BEST)	Phillipe Ruvunangiza	philipperuvunangiza@gmail.com
04	Cadre de Concertation de l'Ituri (CdCi)	Jimmy Munguriek	cdcituri@gmail.com
05	Commission Episcopale pour les Ressources Naturelles (CERN)/CENCO	Henri Muhiya	hmuhiya@gmail.com
06	Conseil National des ONG (CNONG)	Félicien Mbikayi	felymbikayia@yahoo.fr
07	Groupe d'Appui aux Exploitants des Ressources Naturelles (GAERN)	Félicien Mbikayi	felymbikayia@yahoo.fr
08	Justice Pour Tous (JPT)	Raoul Kitungano	raoulkitungano@gmail.com
09	Maison des Mines du Kivu	Grégoire Kasadi	gregoirem81@gmail.com
10	Observance Gouvernance et Paix	Eric Kajenga	
11	Observatoire d'Etudes et d'appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale (OEARSE)	Freddy Kasongo	oearserdc@gmail.com
12	Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature (OCEAN)	Cyrille Adebù	adebucylle@yahoo.fr
13	Maniema Liberté (MALI)	Paul Kasongo	paulkasongo.mali@gmail.com

14	Plateforme des Organisations de la société civile du secteur Minier (POM)	Ibond Rupas A'nzam	ibondrps@gmail.com
15	Réseau Ressources Naturelles	Joseph Bobia	jb.bobia@gmail.com
16	Southern Africa Resource Watch (SARW)	Georges Bokondu	GeorgesMarwatch.org
17	CAFCO	Rose Mutombo	Cafcordc2005@yahoo.fr
18	Association de Défense des Droits de l'Homme (ASADHO)	Jean Keba	jeankeba@gmail.com
19	Coalition Publiez Ce Que Vous Payez	Jean Claude Katende	jckatende@yahoo.fr
20	Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (CENADEP)	Danny Singoma	boskabalob@yahoo.fr
21	Ligue Congolaise de Lutte Contre la Corruption (LICOCO)	Ernestre Mpararo	licordc@gmail.com
22	Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH)	Nicole Odia	nodiakayembemail.com
23	Synergie pour la Gouvernance des Ressources Naturelles (SGRN)	Adrien Dokisa	dokisa_adrien@yahoo.fr
24	CEPECO	Jacques Bakulu	pjbakulu@yahoo.fr
25	Ressources Naturelles et Développement (RENAD)	Nicole Bila	renadrdc@gmail.com
26	Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale (CEPAS)	Patrick Mavinga	Patmavinga@gmail.com
27	Association des Amis du Père Tonny (ASAPT)	Symphorien Pyana	bwehe75@gmail.com
28	Observatoire de la Société civile pour les minerais de Paix (OSCMP)	Alexis Muhima	alexmuhimma@yahoo.fr
29	Action pour la Défense des Droits Humains (ADDH)	Daudet KITWA	0997025716 ; addhrdc@yahoo.fr
30	Alternatives Plus	Auguste MUTOMBO	0997680360 a.plusdrc@gmail.com
31	Action pour la Protection de la Nature et des Peuples Autochtones du Katanga (APRONAPAKAT)	Stéphane BANZA	099 766 3783
32	Bureau de Développement Diocésain	Placide MUKEBO	0997022660 placidemukebo@hotmail.com

	(BDD)/Lubumbashi		
33	Centre des Droits de l'Homme et Droits Humanitaires (CDH)	Grégoire Mulamba	0999940324 grechtshi@hotmail.com
34	Collectif des Economistes du Congo (CEC DRC)	Florent MUSHA	0818155780 deborahmusha@yahoo.fr
35	Comité de Suivi pour la Contribution des Communautés et Eglises à la Transformation humaine (COSCCET)	Père Angelos NYEMBWE	cosccet@gmail.com ; cosccet_inter@yahoo.fr 0810512314
36	Dynamique des Femmes pour le Développement Communautaire (D.F.D.C)/MAISON ANUARITE	Odette MWAMBA	0997016861 dynamique.femme@yahoo.fr
37	Groupe d'Actions : Non-Violence Evangélique (GANVE)	Godefroid LUKANDA	0814050467 ; 0997933518
38	Mouvement pour les Droits humains et la Réconciliation (MDR)	Elie KADIMA	081 211 5834 mdr_mdr2000@yahoo.fr
39	Organisation pour la Promotion de la Femme (OPF)	Désire BANZA KALUMBA	0814687270 desirekalumba@yahoo.fr
40	Protection des Ecorégions de Miombo/Congo (PREMICONGO)	Christian BWENDA	chrbwenda@yahoo.fr 0814080800
41	Service d'Appui au Développement Régional Intégré (SADRI)	IBOND RUPAS A'nzam	ibondrps@yahoo.fr 0997027315
42	Union des Ecologistes Forestiers (UNEF)	Pasteur KUT A KUT	0997027966 didkutakut@yahoo.fr
43	Observatoire des Ressources Naturelles de Bukavu	Florence FURAHA	Furaha1982@gmail.com
44	Observatoire des Ressources Naturelles de Kalemie	David LUHAKA	Ngoy.luhaka@gmail.com
45	Observatoire des Ressources Naturelles de Goma	Tiffany NZILA	Lydiatif07@gmail.com
46	Observatoire des Ressources Naturelles de Luebo	Trudon KASILEMBA	tkeshilemba@gmail.com
47	Observatoire des Ressources Naturelles d'Isiro-Niangara	Georges Semende	Cdj.p.isiro_niangara@yahoo.fr

**MEMORANDUM OF CONGOLESE CIVIL SOCIETY ORGANIZATIONS
OPERATING IN THE AREA OF NATURAL RESOURCES**

ON THE MINING CODE REVISION

**FOR THE ATTENTION OF HIS EXCELLENCE, THE PRIME MINISTER,
HEAD OF GOVERNMENT**

=====

Confusion and contradiction around the revision process of the Mining Code

4. Introduction

As of February 4, 2016, civil society Coordinating Committee on the Mining Code revision sent you an official letter which to this day, remains unanswered. This letter requested you to: -

- i) reinstate the tripartite working group to allow the three stakeholders (Government, mining companies and civil society) to officially complete and give closure to the three year process of revision of the Mining Code; and to
- ii) forward the draft law amending the Mining Code to Parliament.

By means of this memorandum, at the initiative of the undersigned Civil Society organizations operating in the area of natural resources in the DRC, we invite the Government to determine an opinion on the Mining Code revision process.

We, the undersigned are concerned about the contradictory statements from members of the Government. Besides the fact that they contribute to creating confusion on Government's real intentions, civil society is concerned that these statements effectively conceal a decision already taken to abort the process of revising the Mining Code under the pressure from mining companies. Such an option, if valid, would be regrettable as it would void the laborious national consensus reached over three years of transparent and participative development on the project of the new Mining Code. In addition it would cause extensive and irreparable damage to the political economy and sovereignty of DRC.

5. Observation and background

Indeed, your Excellency the Prime Minister, you are aware that the process of revising the Mining Code is the result of the political undertaking by the

President made in his December 2011 inauguration speech. This, your expressed political intent was followed by several activities organized by the Government, mining companies and organizations of civil society operating in the area of natural resources for the success of this process. The World Bank was also invested by the funding of the process through PROMINES.

We civil society organizations are questioning the confusion resulting from the conflicting statements made respectively by:

- The Minister of Mines, on February 10, 2016 at Indaba (RSA) announcing the abandonment of the revision process of the Mining Code by the Congolese Government, which was immediately followed by the rectification by himself and his Chief of staff.
- The Minister of Economy, at the end of the strategic Troika meeting on February 15, 2016, taking note of the first position of his colleague of Mines, thus confirmed that government has abandoned the revision process of the Mining Code.

This ambiguity has delighted some mine operators opposed to any revision of the Mining Code.

This confusion was preceded by the withdrawal by Government of the Bill amending the Mining Code during the parliamentary session of March 2015, which was not followed by any consultation with other key stakeholders.

Your Excellency, The Prime Minister, we the undersigned Civil Society organizations, consider the reasons put forward to justify the abandonment of the process which cite fluctuations in metal prices on international markets to be unfounded.

We the signatory organizations have examined the current context of the process, the reasons that led to the launch of this process by the Government in 2012, the work and achievements realized by the three parties to date, as well as the current international context of low commodity prices.

The mining sector is one of the major pillars of the national economy, but this sector offers very little benefit to the country and to the Congolese people. but the sector does not benefit the country and the Congolese people. The Mining Code of 2002 was developed under the leadership of the World Bank with very little involvement of national expertise. We as Civil Society wish to record our deep concern about the total silence of this institution in the light of the contradictions emanating from statements by Government.

6. Perspectives of civil society

3.1 Economically:

a. The fall of mineral prices on the international market:

The fall of mineral prices is a temporary and random event that should not justify the discontinuation of the reform already initiated. Indeed, the average price of copper was approximately USD 1,588.6 per ton in 2002. Between 2002 and 2012, the price experienced a drastic increase over USD 8,000 per ton of copper. Since then, a ton of copper has never fallen below USD 3,000. The tax system did not undergo any changes during this period to reflect a positive fluctuation in mineral prices. This is the period during which most of the mining contracts were signed, while the stability clause (Art. 276 of the Mining Code) any possibility of revising the Mining Code. The situation is not any different in the gold sector. The IMF also acknowledged that the current Mining Code did not help the country to benefit from its mining sector; instead it helped investors to achieve significant gains.

Amendments to mining law should therefore not be dependent on fluctuations in metal prices, otherwise, this Act would need to be amended at each change of metal prices. We are sure your, Excellency would agree that this is not feasible as it would create legal insecurity both for the Congolese State and for investors.

b. Operational costs: illegal taxes, corruption and lack of electrical energy supply

Companies incorporate into the operational cost of mining projects different deductible expenses to pay mining royalties that significantly affect the value of the latter. All expenses, legal or not, are incorporated into economic patterns of mining companies which have very high operating costs, an argument put forward by mining companies to undermine the review of the mining code. This argument holds precisely given the failure to reform the Mining Code – and is therefore not a reason to abandon it but rather critically to ensure that it is revised to benefit the DRC and its people.

The argument of the energy deficit also mentioned by mining companies is not relevant due to the liberalization of the energy sector enabling each company to produce its own electricity.

We as Civil Society consider the urgent measures taken on January 26, 2016 during the 8th extraordinary meeting of the Council of Ministers to have tackled the administrative shortcomings in the management of the sector, but this that should in no way detract from the need (and opportunity) to address the legislative approach. In addition, these measures do not affect the relevance of consensus obtained through tripartite meetings, on the revision of the Mining Code and should not be questioned.

c. The question of duality on the mining regime

The duality on the mining regime (agreement and contract provided for by the Mining Code) creates an economic injustice, particularly in the gold sector. It is not acceptable that in the same conditions, some companies benefit from excessive exemptions without paying dividends to the people and the country, while others are subject to the payment of royalties and taxes. Such a contradiction can only be resolved by the law. Do we have to wait depletion of the resources before we could remedy this injustice? This is precisely one of the motivations to proceed with the ongoing reforms.

As civil society, we believe with certainty that the economic reasons provided for the abandonment of the revision process of the Mining Code, offer no convincing justifications whatsoever, and rather support the need to expedite and ensure that reform process sees completion.

3.2 Politically:

The argument of avoidance of creating several fronts is also one of the justifications for the abandonment of the revision process of the Mining Code.

It is true that the country faces upcoming elections, and that many legal, financial and security constraints of concern.

However, what would be the use of undertaking political reforms without a sustainable economic security to support them? Revising the mining law is the sole prerogative of Parliament. Not doing it now is prolonging the bleeding of revenues in the sector which are needed to support our young democracy. It will also accelerate the depletion of our minerals which are non-renewable to which future generations are entitled without compensation. It is also clear that "all changes shall be applicable ten years after, with the exception of the mining royalty whose application is immediate, following the consensus of tripartite work". It is, therefore, not useful, but indeed extremely destructive to reject the review of the Mining Code.

7. Conclusion

In the light of everything that has just been outlined and considering the willingness expressed by the President of the Republic during his inauguration speech of December 20, 2011, taking into account also that the revision of the Mining Code was one of the key recommendations of mining conferences, in Lubumbashi in January 2013 and Goma in March 2014, we the civil society organizations operating in the natural resources sector, urge the Prime Minister to:

4. Reinstate the revision process of the Mining Code by the referral of the draft law amending the Mining Code to Parliament for its consideration and adoption during the parliamentary session of March 2016;
5. End the confusion, contradictions and prevarications that prevail within the Government team on the revision process of the Mining Code;
6. Instruct the Minister of Mines in order for him to gather, as soon as possible, the concerns of civil society and mining companies in order to transmit them to Parliament for consideration;
7. Desist from giving in to the pressure of mining companies which could result in the failure to reform the Mining Code knowing that they benefit greatly from the current mining code than the State and the Congolese population.

Issued in Kinshasa, on March 9, 2016.

For any information please contact:

Mr. Georges BOKONDU, Head of Office SARW-DRC, 3, avenue Révolution, quartier SOCIMAT, Kinshasa/Gombe, Tel: 0817070127

Mr. Henri MUHIYA, Executive Secretary of the CERN/CENCO, 59, Avenue Monts Virunga, Kinshasa-Gombe, Tel: 0810526141

Signatory Organizations:

N°	Organisation	Représentant	Contact
01	African Resource Watch (AFREWATCH)	Emmanuel Umpula	emmanuelumpula@googlemail.com
02	Action Pour la Promotion et la Protection des Droits de personnes défavorisées. (APRODEPED)	Shamavu Emmanuel	emmanuelsham@yahoo.fr
03	Bureau d'Etude Technique et Scientifique (BEST)	Phillipe Ruvunangiza	philipperuvunangiza@gmail.com
04	Cadre de Concertation de l'Ituri (CdCi)	Jimmy Munguriek	cdcituri@gmail.com
05	Commission Episcopale pour les Ressources Naturelles (CERN)/CENCO	Henri Muhiya	hmuhiya@gmail.com
06	Conseil National des ONG (CNONG)	Félicien Mbikayi	felymbikayia@yahoo.fr

07	Groupe d'Appui aux Exploitants des Ressources Naturelles (GAERN)	Félicien Mbikayi	felymbikayiaahoo.fr
08	Justice Pour Tous (JPT)	Raoul Kitungano	raoulkitungano@gmail.com
09	Maison des Mines du Kivu	Grégoire Kasadi	gregoirem81@gmail.com
10	Observance Gouvernance et Paix	Eric Kajenga	
11	Observatoire d'Etudes et d'appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale (OEARSE)	Freddy Kasongo	oearserdc@gmail.com
12	Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature (OCEAN)	Cyrille Adebu	adebucylle@yahoo.fr
13	Maniema Liberté (MALI)	Paul Kasongo	paulkasongo.mali@gmail.com
14	Plateforme des Organisations de la société civile du secteur Minier (POM)	Ibond Rupas A'nzam	ibondrps@gmail.com
15	Réseau Ressources Naturelles	Joseph Bobia	jb.bobia@gmail.com
16	Southern Africa Resource Watch (SARW)	Georges Bokondu	GeorgesMarwatch.org
17	CAFCO	Rose Mutombo	Cafcordc2005@yahoo.fr
18	Association de Défense des Droits de l'Homme (ASADHO)	Jean Keba	jeankeba@gmail.com
19	Coalition Publiez Ce Que Vous Payez	Jean Claude Katende	jckatende@yahoo.fr
20	Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (CENADEP)	Danny Singoma	bosskabalob@yahoo.fr

21	Ligue Congolaise de Lutte Contre la Corruption (LICOCO)	Ernestre Mpararo	licocordc@gmail.com
22	Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH)	Nicole Odia	nodiakayembemail.com
23	Synergie pour la Gouvernance des Ressources Naturelles (SGRN)	Adrien Dokisa	dokisa_adrien@yahoo.fr
24	CEPECO	Jacques Bakulu	pjbakulu@yahoo.fr
25	Ressources Naturelles et Développement (RENAD)	Nicole Bila	renadrdc@gmail.com
26	Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale (CEPAS)	Patrick Mavinga	Patmavinga@gmail.com
27	Association des Amis du Père Tonny (ASAPT)	Symphorien Pyana	bwehe75@gmail.com
28	Observatoire de la Société civile pour les minerais de Paix (OSCMP)	Alexis Muhima	alexmuhimma@yahoo.fr
29	Action pour la Défense des Droits Humains (ADDH)	Daudet KITWA	0997025716 ; addhrdc@yahoo.fr
30	Alternatives Plus	Auguste MUTOMBO	0997680360 a.plusdrc@gmail.com
31	Action pour la Protection de la Nature et des Peuples Autochtones du Katanga (APRONAPAKAT)	Stéphane BANZA	099 766 3783
32	Bureau de Développement Diocésain (BDD)/Lubumbashi	Placide MUKEBO	0997022660 placidemukebo@hotmail.com
33	Centre des Droits de l'Homme et Droits Humanitaires (CDH)	Grégoire Mulamba	0999940324 gretshi@hotmail.com

34	Collectif des Economistes du Congo (CEC DRC)	Florent MUSHA	0818155780 deborahmusha@yahoo.fr
35	Comité de Suivi pour la Contribution des Communautés et Eglises à la Transformation humaine (COSCET)	Père Angelos NYEMBWE	cosccet@gmail.com ; cosccet_inter@yahoo.fr 0810512314
36	Dynamique des Femmes pour le Développement Communautaire (D.F.D.C)/MAISON ANUARITE	Odette MWAMBA	0997016861 dynamique.femme@yahoo.fr
37	Groupe d'Actions : Non-Violence Evangélique (GANVE)	Godefroid LUKANDA	0814050467 ; 0997933518
38	Mouvement pour les Droits humains et la Réconciliation (MDR)	Elie KADIMA	081 211 5834 mdr_mdr2000@yahoo.fr
39	Organisation pour la Promotion de la Femme (OPF)	Désire BANZA KALUMBA	0814687270 desirekalumba@yahoo.fr
40	Protection des Ecorégions de Miombo/Congo (PREMICONGO)	Christian BWENDA	chrbwenda@yahoo.fr 0814080800
41	Service d'Appui au Développement Régional Intégré (SADRI)	IBOND RUPAS A'nzam	ibondrps@yahoo.fr 0997027315
42	Union des Ecologistes Forestiers (UNEF)	Pasteur KUT A KUT	0997027966 didkutakut@yahoo.fr
43	Observatoire des Ressources Naturelles de Bukavu	Florence FURAHA	Furaha1982@gmail.com
44	Observatoire des Ressources Naturelles de	David LUHAKA	Ngoy.luhaka@gmail.com

	Kalemie		
45	Observatoire des Ressources Naturelles de Goma	Tiffany NZILA	Lydiatif07@gmail.com
46	Observatoire des Ressources Naturelles de Luebo	Trudon KASILEMBA	tkeshilemba@gmail.com
47	Observatoire des Ressources Naturelles d'Isiro-Niangara	Georges Semende	Cdjpi siro_niangara@yahoo.fr